

# La "Belle Province" qui se rêve "pays"

**Québec** Le souverainisme y est comme le monstre du Loch Ness en Ecosse : il fait des apparitions aussi sensationnelles que fugaces, puis replonge dans un oubli relatif.

## Épingle

### Six nations sans Etat

**Il est, de par le monde,** quantité d'endroits où le tracé des frontières des Etats ne coïncide pas avec le sentiment national de minorités ethniques, culturelles, linguistiques, autochtones. Lesquelles revendiquent parfois d'avoir la pleine maîtrise de leur destin.

"**La Libre**" dresse le portrait de six de ces "nations sans Etat". Les unes, comme le Québec, le Katanga ou le Sahara oriental, rêvent d'obtenir leur indépendance ou entendent la voir reconnue. D'autres, comme les Kurdes ou les Basques, sont dispersés sur plusieurs Etats. Taiwan, enfin, "l'autre Chine", possède toutes les caractéristiques d'un Etat, sauf la reconnaissance officielle de la communauté internationale.

**Aujourd'hui, le Québec,** la "Belle Province" canadienne qui se verrait bien devenir "pays".

### Les nations sans État (1/6)

Philippe Paquet

**N**ombre de Québécois ne sont jamais aussi irrités que lorsqu'on emploie l'expression "Belle Province" pour désigner le Québec. Non que celui-ci ne soit pas beau: qu'on se promène du parc des Laurentides à la région des lacs près de Sherbrooke, qu'on flâne à l'ombre du château Frontenac ou qu'on déambule dans les quartiers animés du Vieux Montréal, et l'on ne tardera pas à se savoir dans l'une des plus belles régions du Canada. C'est donc l'appellation de "province" qui dérange des millions de Québécois: ils se verraient bien plus volontiers habiter un "pays".

Le "souverainisme" est au Québec ce que le monstre du Loch Ness est à l'Ecosse: il fait des apparitions aussi sensationnelles que fugaces avant de replonger dans un relatif oubli. Les partisans de cette idéologie, fondée sur l'idée que la "Belle Province" – oups! – devrait se transformer en pays souverain, ne se cachent certes pas, mais ils semblent éprouver une certaine gêne que trahit le mot même de "souverainisme". Il serait, en effet, plus clair et plus explicite de parler d'indépendantisme et de séparatisme puisque ce que veulent en définitive les souverainistes, c'est l'indépendance du Québec. Mais cette volonté est un tantinet honteuse et inavouable. Pourquoi vouloir se séparer d'un Etat aussi sympathique et attirant que le Canada? Tant de gens dans le monde aimeraient devenir ca-

nadiens: pourquoi, dès lors, des Québécois peuvent-ils déceimment souhaiter ne pas le rester?

La réponse n'est pas aisée à fournir, et d'autant moins que le Canada est une fédération qui accorde aux provinces une grande marge de manœuvre. Sans doute les francophones du Québec redoutent-ils le génocide culturel qui les rayerait de la carte nord-américaine et c'est vrai qu'en dehors de la "Belle Province" et de l'une ou l'autre des provinces maritimes, le bilinguisme officiellement de mise au Canada est une approximation encore plus vague qu'en Belgique. Essayez, pour voir, de parler français à un fonctionnaire à Vancouver ou à Calgary! (Mais pourquoi aussi vouloir parler français alors qu'il est si simple de parler anglais...).

### A la question linguistique se greffent des revendications fiscales

L'argument n'est pourtant peut-être plus aussi pertinent qu'il l'a été. A grands renforts de dispositions législatives, comme la fameuse loi 101 (qui garantit notamment qu'il sera écrit "Arrêt", et plus seulement "Stop", sur les signaux routiers), les Québécois francophones ont érigé une Grande Muraille de Chine pour stopper – arrêter – le tsunami anglophone qui menaçait de les submerger. Aussi est-ce plutôt la question des finances publiques qui alimente désormais la revendication souverainiste.

Au Canada, le gouvernement fédéral est plutôt pingre: il laisse aux provinces le fardeau financier de nombreux

programmes sociaux, ce qui lui permet d'engranger des excédents budgétaires substantiels. Le Parti québécois (PQ – on ne rit pas!), qui représente les souverainistes, voudrait que cela change en versant moins à Ottawa et en recevant plus, en attendant la solution définitive: que les Québécois soient totalement maîtres chez eux.

Si les historiens font remonter le projet souverainiste au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est dans le courant des années 1960 qu'il a connu son heure de gloire à l'initiative de René Lévesque, le fondateur du PQ. Cet ancien journaliste passé à la politique (il fut député et ministre, avant de diriger le gouvernement québécois de 1976 à 1985) organisa le premier référendum sur la "souveraineté-association", formule qui soulignait déjà l'ambiguïté et l'embarras du programme des séparatistes québécois: sortir du Canada tout en y restant, à moins que ce ne fût rester au Canada tout en en sortant. Les électeurs furent méfiants. Le 20 mai 1980, 59,4% d'entre eux renoncèrent à faire du Québec un "pays".

Il est vrai que les libéraux de Pierre Trudeau, revenus depuis peu au pouvoir à Ottawa, avaient brillamment

joué la carte de la peur en promettant à un éventuel Québec indépendant des maux pires que les sept plaies d'Égypte. La déconvenue mettrait du temps à être digérée dans les rangs souverainistes. Il fallut attendre le 30 octobre 1995 pour qu'une nouvelle consultation populaire soit organisée.

#### L'indépendance n'est, apparemment, pas pour demain

Cette fois, les conditions paraissent on ne peut plus favorables. Les nationalistes québécois étaient emmenés par le charismatique Lucien Bouchard, chef de l'opposition à Ottawa et président du Bloc québécois (le pendant du PQ au niveau fédéral), tandis qu'en face, le Premier ministre canadien Jean Chrétien, à qui il revenait de sauver le Canada en incarnant le camp du "non" au référendum, était un homme sans réelle envergure. Les souverainistes pouvaient par ailleurs soutenir que les promesses faites par Trudeau, en 1980, sur le fédéralisme revu et corrigé dans un sens favorable aux aspirations québécoises, n'avaient pas été tenues.

La campagne référendaire fut digne d'une élection présidentielle américaine – elle finit d'ailleurs par faire souffler un vent de panique aux États-Unis où l'on put craindre d'avoir bientôt un nouveau voisin. La nuit électorale fut folle, avec des résultats intermédiaires qui jouaient au yo-yo de part et d'autre de la barre des 50%. Le verdict final fut incroyable avec un écart de 54 000 voix à peine en faveur du "non", qui l'emporta avec 50,58% des cinq millions de suffrages exprimés. Battus d'extrême justesse, les indépendantistes durent, comme on dit en chinois, "avalier l'amertume", mais on avait, à Ottawa, senti le vent du

boulet.

La déconvenue a depuis découragé les souverainistes de renouveler l'expérience, les sondages montrant que le taux d'adhésion à un projet séparatiste plafonne autour des 40 à 45%. Portée à la tête du PQ en 2007, devenue Premier ministre du Québec cinq ans plus tard, Pauline Marois caressa pourtant l'idée de poser une troisième fois la question à ses administrés. Sa monumentale déroute électorale aux législatives du 7 avril 2014 (elle n'est pas même réélue dans sa circonscription de Charlevoix) tuera dans l'œuf cette ambition, ne laissant d'autre choix aux Québécois que de s'accommoder, pour un certain temps encore, de l'existence de la "Belle Province".

